

● Présentation du site

Site classé du Château de Chéronne et ses abords (72)

1. Présentation des sites classés et inscrits

Mis en place par la loi du 2 mai 1930, les sites inscrits et les sites classés sont des zonages réglementaires comprenant « des monuments naturels et des sites dont la conservation ou la préservation présente, au point de vue artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque, un intérêt général. » (Article L341-1 du Code de l'environnement).

« Le classement d'un site constitue une protection très forte. Celle-ci est destinée à conserver les sites d'une valeur patrimoniale exceptionnelle ou remarquable ».

Ce sont les services déconcentrés de l'État qui assurent les missions se rapportant aux sites inscrits et aux sites classés (DREAL et STAP).



Vue du château de Chéronne.

2. Présentation du site



Vue des abords du château de Chéronne.

Référence du site : 72 SC 14

Date de création du site : arrêté ministériel du 14/01/1944

Autre protection : inscription du château et de plusieurs bâtiments connexes sur la liste des monuments historiques par arrêté du 11/12/1989

Surface : 62,5 ha

Descriptif du site : construit au 15^{ème} siècle sur la commune de Tuffé (Sarthe), le château de Chéronne est implanté dans un fond de vallon. Cet édifice est ceinturé de part et d'autres par les cours d'eau de la Jousse et de la Chéronne, alimentant l'étang. En complémentarité, deux coteaux boisés, formés par les buttes de Beaumont et de la Rousselière, organisent la trame de fond

de ce paysage chargé d'histoire. Le château a gardé une partie de ses bâtiments d'origine et présente un très bon état de conservation. Le parc a évolué vers des boisements menés en « série artistique ».

Au sud du site classé, les parcelles agricoles offrent des perspectives intéressantes, valorisant le cadre environnemental localement.

Identité des différents paysages boisés :

- le secteur feuillu : le boisement présente l'aspect d'une futaie composée d'essences variées (chênes, châtaigniers, frênes, etc.) avec quelques espaces en régénération. Une partie du boisement est menée à des fins paysagères à proximité du château,
- la parcelle résineuse : cette plantation comporte un sous étage feuillu (chênes, bouleaux érables ou frênes),
- le secteur des peupleraies : elles longent la Chéronne et aboutissent à proximité de l'étang.

Les points remarquables du site :

- le patrimoine historique et le cadre environnemental préservés,

Les enjeux pour les milieux boisés :

- mettre en place ou poursuivre la gestion durable des boisements afin d'assurer le maintien du couvert végétal sur l'ensemble du site,
- veiller à la sécurisation du patrimoine arboré en cas d'ouverture au public,
- veiller, dans la mesure du possible, à atteindre une mixité des boisements,
- rechercher des solutions pour développer l'entretien et le renouvellement des boisements sur les secteurs de fortes pentes.



Vue du château de Chéronne.



Recommandations de gestion

Le site classé et la réglementation forestière

1. Conséquences de ce zonage réglementaire

Dans un site classé, la conservation est le principal mot d'ordre. Des modifications exceptionnelles peuvent être autorisées si les travaux sont compatibles avec «l'esprit des lieux», c'est à dire que les travaux ne doivent pas mettre en péril les structures paysagères singulières qui ont justifié son classement. En conséquence, tous les travaux de coupes et abattages d'arbres, de même que les travaux d'aménagements sont soumis à autorisation (Code de l'environnement). Avant toute autre démarche, il est recommandé de se rapprocher des administrations compétentes : DREAL et/ou STAP (voir ci-dessous), qui indiquent comment constituer un dossier de demande d'autorisation. Selon la nature et l'ampleur des travaux, l'autorisation est délivrée soit par le Préfet de département soit par le Ministre en charge des sites, après avis des autorités compétentes pour le site. Le délai que peut prendre cette démarche administrative peut aller jusqu'à un an. De façon générale, il est conseillé au propriétaire forestier d'entamer une réflexion très en amont des actions à entreprendre sur le site. Une notification est envoyée en réponse à la demande effectuée.

2. La demande d'agrément au titre de l'article L 122-7 du Code forestier

Pour simplifier les démarches administratives en lien avec ce type de zonage réglementaire, il est possible pour les propriétaires forestiers qui déposent un plan simple de gestion, de faire une demande d'agrément de leur document de gestion au titre de l'article L122-7 du Code forestier. L'obtention de cet agrément dispense les propriétaires forestiers de toute démarche de déclaration préalable pour les opérations programmées dans ce document de gestion durable. A noter : le CRPF prend en charge le traitement du dossier.

Consulter le site internet du CRPF : <http://crpf-paysdelaloire.fr> pour en savoir plus sur les documents de gestion durable.

3. Recommandations de gestion

Les interventions sylvicoles impriment plus ou moins leur marque dans le paysage. Elles font coexister au fil du temps des milieux boisés fermés et des milieux ouverts au rythme de la croissance des arbres. En sites classés et inscrits, la gestion sylvicole courante peut parfois s'opposer aux exigences de maintien des paysages identitaires d'un patrimoine remarquable. Ainsi, les travaux les plus impactants dans un paysage sont sans conteste les coupes rases ainsi que les plantations. Le contact préalable avec le service concerné n'en est que d'autant plus utile.

Un mode de sylviculture plus «douce» peut aussi répondre aux objectifs paysagers souhaités : il s'agit du «traitement irrégulier». D'un point de vue paysager, il permet le maintien d'un couvert forestier continu dans le temps et dans l'espace, donne aux masses boisées un aspect uniforme dans leur ensemble et à la fois hétérogène de par la présence d'arbres d'âges (et donc de hauteurs) différents. Il élimine d'emblée le problème de l'effet géométrique non désiré des lignes de plantations (en forêt de pente par exemple) ou encore l'effet « vide » des coupes rases. Ce mode de gestion sera recommandé, lorsque les conditions le permettent.

4. Contacts

Madame Florine VASSEUR - Inspectrice des sites en Sarthe

DREAL Pays de la Loire

5 rue Françoise Giroud - CS 16326 - 44263 NANTES cedex 2

Tél. : 02.72.74.73.00 (secrétariat) / Fax : 02.72.74.73.09

Internet : <http://www.pays-de-la-loire.developpement-durable.gouv.fr>



DRAC des Pays de la Loire

1 rue Stanislas Baudry - BP 63518 - 44035 NANTES CEDEX 1

Tél. : 02 40 14 23 00 / Fax. : 2 40 14 23 01

Internet : <http://www.culturecommunication.gouv.fr/Regions/Drac-Pays-de-la-Loire>

STAP de la Sarthe

19, boulevard Paixhans – 72000 LE MANS

Tél. : 02.72.16.42.50

Internet : <http://www.culturecommunication.gouv.fr/Regions/Drac-Pays-de-la-Loire>

CRPF Siège régional

36 avenue de la Bouvardière 44800 SAINT-HERBLAIN

Tél. : 02.40.76.84.35 / Fax : 02.40.40.34.84

Internet : <http://crpf-paysdelaloire.fr>

CRPF est Sarthe

ZAC du Monné - rue du Champ du Verger

72700 ALLONNES

Tél. : 02.43.87.84.29 / Fax : 02.43.87.84.70